

sera probablement contraint dans les circonstances d'accorder des paiements à l'acre de quelque sorte. Une mesure de ce genre s'impose pour essayer de régler les problèmes immédiats des cultivateurs, pour empêcher l'effondrement de l'industrie et des collectivités agricoles.

Nous allons peut-être cet après-midi entendre beaucoup parler de la guerre contre l'inflation. Nous y sommes tous engagés. Peut-être est-elle nécessaire pour équilibrer le budget. Je comprends l'importance d'un budget équilibré dans de telles conditions. Je reconnais la nécessité de s'assurer des moyens de défense. Mais si l'on songe aux pénibles difficultés qu'éprouve un secteur important de l'économie canadienne, on ne cherchera certes pas à maintenir l'équilibre du budget, à conserver un excédent lorsque celui-ci provient surtout de l'inflation.

Je ne veux pas dire que les paiements à l'acre suffisent à eux seuls. Une nouvelle récolte s'annonce. Les élevateurs sont pleins à craquer. On discutera peut-être du volume du report, mais il sera considérable. L'autre jour, j'ai entendu le ministre parler de la possibilité d'une sécheresse. Il n'a pas prononcé le mot *drought* comme nous de l'Est. Nous lui donnons cependant la même signification—pas de pluie. J'ai eu l'impression que le ministre aspirait en réalité à cette sécheresse. Ce n'était peut-être pas voulu mais subconscient.

**L'hon. M. Olson:** L'idée venait des vis-à-vis.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, il est certain que l'aridité est grande dans tout ce qui vient des banquettes ministérielles.

• (4.00 p.m.)

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois interrompre le chef de l'opposition pour signaler à la Chambre que son temps de parole est expiré. La Chambre consent-elle à ce qu'il continue?

**Des voix:** D'accord.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je n'abuserai pas de la générosité de la Chambre en prenant beaucoup plus de temps. Je voudrais souligner que le problème ne se pose pas uniquement dans l'Ouest. Nous ne pouvons diviser le pays en secteurs et dire que tout va bien parce qu'une seule région du pays est touchée, et ainsi de suite. Nous sommes tous des Canadiens et le problème atteint toute l'économie du Canada. Nous pouvons prétendre, si tel est notre sentiment, que la situation n'est pas urgente, mais une crise subsiste et le moins que puisse faire le gouvernement, c'est, au cours du présent débat, d'indiquer nettement qu'il veut agir. J'ai très

peu d'espoir qu'il agisse, mais, de nature, je suis optimiste. Les producteurs de blé courent le grave danger de perdre leurs terres. Bon nombre d'entre eux comptent parmi nos meilleurs cultivateurs et une partie de leurs difficultés vient de ce qu'ils ont adopté la ligne de conduite recommandée par le gouvernement. La seconde raison qui rend cette question très importante, mises à part toutes les difficultés économiques, est le refus du gouvernement de venir en aide aux cultivateurs de l'Ouest du Canada en ce moment critique. Cela contribue directement au sentiment dangereux et croissant d'injustice ressenti dans cette région du pays. Parlons franchement. Le sentiment se répand dans l'Ouest canadien que le gouvernement actuel est un gouvernement de l'Est qui ne connaît pas les problèmes de l'Ouest et qui ne s'en soucie guère. C'est là un fait. Quant à savoir si le sentiment est fondé, ce n'est pas le moment de débattre la question. A maintes reprises, le gouvernement a fait preuve d'un manque de sympathie inexcusable dans sa façon d'aborder ces problèmes. Il a, je crois, démontré une plus grande compréhension du problème algérien, et le ministre n'ignore pas mon souci à cet égard. Ce grief pourrait avoir de lourdes conséquences, notamment une certaine hostilité à l'égard du bill sur les langues qui symbolise déjà en quelque sorte les griefs de l'Ouest.

J'éprouve quelque sympathie pour le ministre de l'Agriculture. Il a le choix entre deux attitudes. Il doit ou bien s'efforcer d'aider le cultivateur canadien en prenant des mesures pour régler les problèmes agricoles, ou bien, ce qu'il semble vouloir faire, s'efforcer de protéger le gouvernement dont il fait partie. C'est cela qu'il a fait jusqu'ici. Pendant un an, il a invoqué des prétextes pour expliquer aux cultivateurs de l'Ouest pourquoi le blé ne pouvait être séché, transporté ou vendu. Rares ont été les gouvernements canadiens qui ont fait autant d'efforts pour expliquer les problèmes et si peu pour les régler.

Je finirai comme j'ai commencé, en signalant au ministre de l'Agriculture que s'il n'a rien de définitif à dire aujourd'hui, qu'il suive la voie tracée par l'ancien ministre des Transports, et alors le gouvernement passera vraiment à l'action.

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, nous entreprenons, encore aujourd'hui, une discussion qui ressemble étrangement à bien d'autres que nous avons tenues sur différents aspects de l'activité économique de notre pays.

J'ai écouté avec attention le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield), de même que le